

**BP ABANDONNE LE CONTRAT LA LIANT AU FRÈRE D'ABOU ZEÏD****L'après-Tiguentourine a commencé**

**L'attaque terroriste contre les installations gazières de Tiguentourine semble avoir contraint BP à changer son mode de gestion.**

La société, qui sous-traitait toute l'activité de transport chez le frère d'Abou Zeïd, a enfin compris que les temps ont changé.

Hier, British Petroleum a lancé des consultations publiques pour la sélection de prestataires de transport et de mise à disposition de matériel roulant.

Ces prestations concernent les zones de Hassi Messaoud, Hassi R'mel, Taguentour, Reg, Krechba, El Goléa, In Salah et Tiguentourine, ainsi que les sites de forage qui sont en phase d'exploration. En changeant de transporteurs, BP a insisté sur le fait que la procédure de passation de marché soit en conformité avec la réglementation en vigueur.

D'ailleurs, BP, qui gère l'association avec Statoil et la Sonatrach, exige des candidats la fourniture de la liste détaillée de toutes les instances judiciaires, passées ou

en cours, auxquelles la société a été partie prenante durant les trois dernières années.

Autrement dit, le casier judiciaire de l'entreprise candidate à ce contrat.

Les mêmes critères sont également retenus pour la préqualification des sociétés qui devront fournir à l'association des prestations d'assistance technique et administrative.

**Pressions de l'armée, absence de la Sonatrach**

Cette nouvelle attitude est certainement le fruit de la pression exercée par la commission interministérielle qui a été installée au lendemain de l'attaque terroriste contre le site de Tiguentourine. Cette commission tente de mettre de l'ordre dans le secteur des hydrocarbures en impliquant directement l'armée dans la protection des sites pétroliers. Hier, BP a su comment



Le site de Tiguentourine.

contourner les contraintes imposées par la commission interministérielle en éliminant de facto une bonne partie des prestataires algériens.

La compagnie britannique a exigé la fourniture de la copie du certificat ISO 9001:2000 de la société, ou, dans le cas où la procédure de certification est en cours,

la date estimée d'obtention éventuelle de la certification. Mis à part quelques sociétés qui se comptent sur le bout des doigts, les transporteurs algériens n'ont pas cette culture de la certification ISO. Cette restriction impose implicitement des prestataires étrangers à l'image de la société Cieptal, partenaire du

français CIS. Cette société, qui a déferlé sur les contrats de catering, commence également à s'imposer sur le marché du transport.

Hier, cette société a réussi à décrocher un important contrat avec l'organisation Ourhoud, grâce justement à ces restrictions imposées par les partenaires étrangers, alors qu'aucun représentant de la Sonatrach ne se soucie de défendre les intérêts des entreprises algériennes.

L'organisation Ourhoud, constituée par Sonatrach, Cepsa, Anadarko, Eni, Maersk, ConocoPhillips et Talisman, a attribué hier un contrat à Cieptal pour la location de pickup, contre un montant de 73 millions de dinars.

Du coup, tout l'effort consenti par le gouvernement pour résorber le chômage au sud-est, de fait, est remis en cause par la compagnie même qui est censée constituer son principal outil dans la région.

**Mokhtar Benzaki**

**SELON LE PRÉSIDENT DE L'OAT**

**Le chômage en hausse dans les pays du «Printemps arabe»**

Le chômage s'est accentué dans les pays arabes qui ont connu des «révolutions», a indiqué hier le président de l'Organisation arabe du travail (OAT), lors d'un point de presse organisé à la veille de l'ouverture de la 40e conférence de l'Organisation arabe du travail (OAT) qui se tiendra à Alger du 15 au 22 du mois en cours.

Selon Fahd Al-Fouhid, dans les pays, concernés, «les investissements ont connu un net recul et le taux de chômage a augmenté d'une manière inquiétante».

En effet, selon le président de l'OAT, «dans plusieurs pays arabes qui ont connu des perturbations politiques, «le phénomène du chômage connaît une hausse inquiétante et cette situation est induite par plusieurs facteurs, dont le recul des investissements».

Il dira aussi que «l'emploi était crucial pour le développement dans le monde arabe, qui compte à la fin 2012 et début 2013 près de 16 millions de chômeurs, dont 57% de jeunes». L'intervenant a, par ailleurs, relevé la faible participation des femmes à l'activité économique dans le monde arabe (28% seulement), soulignant la nécessaire mise en place de programmes et de législation visant à soutenir l'emploi des femmes dans le monde arabe.

L'Algérie, indique-t-on, est le pays arabe ayant enregistré la plus forte baisse du chômage en deux décennies, mais avec une augmentation du phénomène de l'informel. Le ministre du Travail, présent à cette rencontre, a tenu à rappeler que le «taux de chômage qui était de 30% en 1999 est descendu à 11% en 2012 et sera de 10% en 2013».

Par ailleurs, selon l'Institut arabe de planification, le taux de chômage des jeunes Arabes devrait augmenter considérablement dans le futur, avoisinant les 19 millions à l'horizon 2020.

L'ensemble du monde arabe est concerné, aucun pays n'est à l'abri de ce phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur, ajoute-t-on. L'Organisation arabe pour l'emploi a, quant à elle, révélé que le taux de chômage a déjà augmenté de 16% —soit 17 millions de personnes— par rapport à 2010, dans le monde arabe. Il atteint 8% parmi les jeunes en Afrique du Nord. La Tunisie enregistre le taux le plus élevé du Maghreb avec 17,6%. Quant au Moyen-Orient dans son ensemble, le taux de chômage parmi les jeunes y atteint les 26,5%. Avec ce taux, cette région occupe le premier rang mondial. Notons que les travaux de cette 40e session de l'OAT, qui se tient à Alger durant une semaine, coïncident avec l'ouverture du Salon national de l'emploi.

**Abder B.**

**PARTENARIAT STRATÉGIQUE DE SÉCURITÉ  
ALGÉRO-BRITANNIQUE**

**Abdelkader Messahel  
à Londres le 17 avril**

**Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, se rendra à Londres, à la tête d'une délégation d'experts, pour représenter l'Algérie à la première réunion du partenariat stratégique de sécurité entre l'Algérie et le Royaume-Uni, qui aura lieu le 17 novembre prochain.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - La délégation britannique sera conduite par Sir Kim Darroch, conseiller national chargé de la Sécurité nationale, a informé un communiqué de l'ambassade du Royaume-Uni à Alger.

Convenu en janvier dernier, lors de la visite de Cameron en Algérie, ce partenariat stratégique de sécurité entre les deux pays a pour objectif d'appréhender en commun les questions de sécurité.

La réunion de Londres, la première du genre, devra, selon le communiqué parvenu à notre rédaction, se consacrer «à l'analyse de la menace dans la région du Sahel ainsi qu'une évaluation des possibilités d'une coopération encore plus étroite entre le Royaume-Uni et l'Algérie en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme». Nommé par David Cameron en qualité de



Abdelkader Messahel, ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines.

représentant spécial pour le Sahel, Stephen O'Brien était venu en Algérie en décembre 2012. A l'occasion de cette visite, l'ambassadeur britannique à Alger, M. Martyn Roper, avait déclaré : «Le Royaume-Uni et l'Algérie adoptent une approche commune concernant la lutte contre la menace du terrorisme. Nous avons également la même politique de non-paiement des rançons dans les situations d'enlèvement. Nous devons tirer profit de notre large expérience partagée de la lutte contre le terrorisme pour renforcer la sécurité de nos peuples et vaincre le terrorisme en travaillant plus étroitement

ensemble. C'est pourquoi le Premier ministre, M. Cameron, et le président Bouteflika ont accepté de former un Partenariat stratégique de sécurité qui se réunira pour la première fois cette semaine. La réunion intervient à un moment où le Royaume-Uni et l'Algérie ont déjà intensifié leur engagement dans un large éventail de questions bilatérales. Je suis convaincu que ces premières discussions feront avancer nos objectifs communs de sécurité et jeter des bases solides pour un partenariat de sécurité vraiment efficace à long terme.»

**S. A. I.**